



UNION EUROPEENNE

POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE ET DE DEFENSE

Politique européenne
de Sécurité et de Défense
1999-2009...

LA PESD@10 ANS

Mission de conseil et d'assistance en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)

Mise à jour : juillet 2009
EUSEC RDC/06

Toile de fond

La mission EUSEC RD Congo, déployée en République démocratique du Congo depuis juin 2005, témoigne de l'engagement continu de l'Union européenne aux côtés des Congolais.

Depuis décembre 2005, la mission, dont le mandat initial prévoyait la contribution aux opérations d'intégration de l'armée congolaise, poursuit son projet "Chaîne de paiement". Celui-ci vise à soutenir les autorités congolaises dans la séparation de la chaîne de commandement de celle de la gestion financière afin de mettre en place une structure d'administration moderne et efficace des forces armées de la RDC (FARDC).

En étroite collaboration avec les autres acteurs de la communauté internationale, la mission EUSEC RD Congo vise à apporter un soutien concret dans le domaine de la réforme du secteur de sécurité en RDC. Elle fournit conseil et assistance directement aux autorités congolaises compétentes. Des conseillers travaillent avec les autorités militaires à Kinshasa depuis avril 2006 et des conseillers sont entrés en fonction auprès des états-majors de quatre régions militaires depuis mars 2007. En vue de réformer l'administration des personnels et des finances des FARDC, une des actions phares de la mission EUSEC RD Congo consiste en un appui technique au recensement biométrique des militaires, réalisé par les FARDC. Jusqu'à présent, 130 000 militaires ont été recensés.

Mandat et objectifs

EUSEC RD CONGO vise à apporter un soutien aux autorités congolaises en matière de sécurité militaire afin de soutenir la reconstruction d'une armée qui garantira la paix et le retour au développement économique.

La mission est composée d'environ 50 personnes basées à Kinshasa et compte d'autres effectifs à Kisangani, Goma, Bukavu et Bunia.

EUSEC RD Congo contribue à la définition de concepts, priorités et politiques dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité et vise à assurer la cohérence de l'action menée par l'UE en vue de la reconstruction des FARDC. La mission est la seule structure entièrement dédiée à la réforme du secteur de la sécurité dans sa composante militaire en RDC. Dans d'autres domaines, comme l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits de l'homme, EUSEC RD Congo sélectionne, développe, met en œuvre et/ou supervise des projets financés par les États membres et/ou la Communauté européenne ou engagés à leur initiative.



EUSEC RD Congo fournit conseil et assistance aux autorités congolaises en matière de réforme du secteur de sécurité militaire

FAITS ET CHIFFRES

Lieu : République démocratique du Congo
Quartier général : Kinshasa
Date de début : juin 2005
Chef de mission : Général Jean-Paul MICHEL
Personnel : 60 personnes
Budget : EUR 16 millions depuis juin 2005 +
EUR 8,45 millions pour 2008-2009



www.consilium.europa.eu/eusec-rdcongo

Acquis de la mission

Dans le cadre de sa mission de conseil et d'assistance directe aux autorités militaires congolaises, la mission EUSEC RD Congo soutient le processus d'intégration, de restructuration et de reconstruction de l'armée congolaise par la mise en place et la conduite de projets concrets concernant la réforme, en collaboration avec les États membres de l'Union européenne.

Depuis plus de trois ans, les conseillers Brigades d'EUSEC RD Congo supervisent et contrôlent les paiements mensuels de la solde des Brigades intégrées. Les objectifs de ce projet, à savoir la séparation entre la chaîne de paiement et la chaîne de commandement, ont été réaffirmés par le premier ministre Adolphe Muzito dans son discours d'investiture en décembre 2008. À la demande des autorités congolaises, le contrôle des opérations de paiement sera étendu à l'ensemble du personnel militaire.

EUSEC RD Congo continue à soutenir la mise en œuvre des mesures d'ordre administratif et participe à l'élaboration de textes réglementaires, administratifs et financiers. Son projet d'installation d'un réseau informatique est financé par l'UE et ses États membres à hauteur de 2,5 millions d'EUR. Ce projet est complété par une formation en informatique d'une quarantaine de stagiaires des FARDC. EUSEC RD Congo a élargi son action à un projet plus ambitieux de modernisation de l'administration des FARDC, entamant la reconstruction d'une école d'administration à cet effet.

Par ailleurs, dans le cadre des négociations pour la pacification de l'Est de la RDC, EUSEC RD Congo soutient les efforts du Représentant spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs. Les conseillers d'EUSEC RD Congo mettent ainsi leur expertise militaire à disposition pour des initiatives en vue du désengagement et du désarmement des combattants.



Appui d'EUSEC RDC au recensement biométrique dans le Nord-Kivu en mai 2008

Projets

➤ Recensement biométrique des effectifs des Forces armées de la RDC (FARDC)

Financé par l'UE à hauteur de 2 millions d'EUR, le recensement biométrique en cours vise à l'identification complète et fiable de tous les militaires des FARDC. Constituant une étape indispensable de la restructuration et de la reconstruction des FARDC, ce processus permettra une gestion moderne des ressources humaines. Par un meilleur contrôle des effectifs, il permettra d'améliorer le niveau de rémunération et les conditions de vie des soldats. En deux ans, le salaire de base a été augmenté de 210 %. À l'issue de cette opération, chaque militaire congolais disposera d'une carte d'identité individuelle infalsifiable qui lui permettra de s'identifier, entre autres, par ses empreintes digitales.

➤ Réhabilitation du foyer social de la 7ème Brigade intégrée à Maluku (projet pilote "égalité entre les hommes et les femmes")

En vue d'améliorer les conditions de vie des familles des militaires, la mission EUSEC RD Congo a clôturé avec succès son projet pilote au mois de novembre 2008. La réhabilitation du foyer social à Maluku a été financé par le Royaume-Uni pour un montant de 9 000 EUR et facilité par le Génie de l'armée belge. Les cours d'alphabétisation et de couture dans ces installations visent à renforcer les capacités des "mamans militaires", les familles des militaires étant largement dépendantes de la contribution des femmes pour leur survie quotidienne.

Sur l'agenda

À l'heure actuelle, EUSEC RD Congo apporte son appui à la distribution des cartes d'identité militaires, organisé par le Ministère de la Défense Nationale et l'Etat Major Général des Forces Armées de la RDC et financé par plusieurs états-membres de l'Union européenne. La distribution des cartes d'identité constitue l'étape finale du recensement biométrique de l'armée congolaise. La première étape de l'opération a désormais commencé pour la Garnison de Kinshasa, par la suite elle s'étendra graduellement sur l'intégralité du territoire afin de remettre les cartes individuellement et personnellement à tous les militaires recensés. La distribution des cartes devrait se poursuivre jusqu'au mois de septembre. Le mandat actuel de la mission se terminera le 30 septembre 2009.

La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PESD permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PESD comprend une importante composante "prévention des conflits".

Sous le contrôle politique et la direction stratégique du Comité politique et de sécurité, et sous l'autorité générale du Haut Représentant, la DGE VIII assure la planification et la conduite effectives de la mission EUSEC RD Congo, ainsi que la mise en œuvre appropriée de l'ensemble des tâches liées aux missions.

D'autres informations et documents de référence figurent à l'adresse www.consilium.europa.eu/pesd